**Distribution: Limitée**
E/ECA-EA-SA/ICSOE/2026/3f
Novembre 2026

**LES NATIONS UNIES**
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
BUREAU SOUS-RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE AUSTRALE

**Comité Intergouvernemental Mixte de Hauts Fonctionnaires et d'Experts d'Afrique Orientale et Australe**

**10-13 Novembre 2026**
**Windhoek, Namibie**

# Aperçu macroéconomique et social de l'Afrique de l'Est, 2026 : forte croissance, budgets serrés et incertitude croissante

**Note du secrétariat***

*Résumé*

L'Afrique de l'Est continue de croître plus rapidement que l'ensemble du continent, et l'Afrique se développe à un rythme que peu anticipaient dans un contexte mondial aussi difficile. Cependant, au-delà de cette croissance globale, les économies présentent des disparités marquées en matière de croissance des revenus, d'inflation, de marges de manœuvre budgétaires, de structure des exportations et de résultats sociaux, et le choc mondial de 2026, lié au conflit dans la région du Golfe, s'est propagé de manière inégale. Les budgets ont progressé en valeur nominale, mais le service de la dette, l'étroitesse des assiettes fiscales et la baisse de l'aide limitent les marges de manœuvre budgétaires disponibles. Les exportations de matières premières et les échanges commerciaux avec le reste de l'Afrique ont été dynamiques, tandis que l'insécurité alimentaire persiste et que les importations de produits alimentaires, de carburants et d'engrais sont en hausse. La présente note conclut qu'une forte croissance globale est nécessaire mais non suffisante, car sa valeur dépend de sa capacité à générer des emplois productifs, à diversifier les exportations, à garantir la sécurité alimentaire et à améliorer le niveau de vie. L'intégration régionale, notamment par le biais de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), peut renforcer chacun de ces leviers, à condition que sa mise en œuvre soit cohérente.

* La présente note est basée sur la mise à jour de l'Aperçu macroéconomique et social 2026 préparée par le Bureau de la CEA pour l'Afrique de l'Est (7 novembre 2026), qui contient l'ensemble des chiffres et des données.

## Introduction

1. La présente note résume les principales conclusions de l'Aperçu macroéconomique et social 2026 pour l'Afrique de l'Est, établi par le Bureau pour l'Afrique de l'Est de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans le cadre de sa série de rapports sur l'économie régionale. Elle est soumise au Comité afin d'éclairer les discussions sur les performances économiques récentes et les priorités politiques qui en découlent.

2. L'Afrique a démontré une capacité croissante à absorber les chocs externes tout en maintenant sa croissance, malgré des gains par habitant toujours modestes et des contraintes budgétaires persistantes. En 2026, cette capacité a été mise à l'épreuve par un nouveau choc mondial : le conflit en Iran et dans la région du Golfe, qui a entraîné une hausse des prix des carburants, des denrées alimentaires et des engrais. En Afrique de l'Est, de solides performances globales coexistent avec des disparités marquées en matière de croissance des revenus, d'inflation, de marges de manœuvre budgétaires, de structures d'exportation et de situation sociale.

3. La principale conclusion de cette note est qu'une forte croissance globale est nécessaire mais non suffisante. Sa valeur réside dans sa capacité à générer des emplois productifs, des exportations diversifiées, une meilleure sécurité alimentaire et des gains mesurables en termes de niveau de vie. L'intégration régionale, et notamment la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), peut renforcer chacun de ces leviers, à condition toutefois que les politiques soient appliquées de manière cohérente. Le tarif extérieur commun de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) devrait être appliqué de façon plus uniforme, les barrières non tarifaires devraient être levées, les échanges d'électricité devraient s'intensifier et les infrastructures transfrontalières devraient être considérées comme un bien public régional plutôt que comme un ensemble de projets nationaux.

4. L'équilibre délicat de la sous-région repose sur quatre piliers. La croissance de la production est restée soutenue en 2026, mais se caractérise par des disparités croissantes. L'inflation s'est fragmentée : la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda et la République démocratique du Congo conservent des taux relativement bas, tandis que le Rwanda et l'Éthiopie subissent une pression accrue due à la hausse des prix des carburants et des produits alimentaires. Les budgets publics ont considérablement augmenté en valeur nominale, mais le service élevé de la dette, l'étroitesse des assiettes fiscales et la baisse de l'aide limitent toujours les marges de manœuvre politiques. Enfin, la vigueur des exportations d'or, de café et de minéraux a été partiellement compensée par la hausse du coût des produits alimentaires, des carburants et des engrais importés, ainsi que par les importations liées à plusieurs grands projets d'investissement à forte intensité d'importations.

5. La note estOrganisé en cinq chapitres, le rapport examine la croissance, la convergence et l'évolution de la structure de la production au chapitre I. Le chapitre II est consacré au changement climatique, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, tandis que le chapitre III traite de l'inflation, des taux de change, des marges de manœuvre budgétaires et de la dette. Le chapitre IV aborde le commerce, les balances extérieures et l'investissement. Enfin, le chapitre V présente les perspectives et les conclusions. Les chiffres et les données sous-jacentes sont disponibles dans le rapport complet.

## I. Croissance, convergence et évolution de la structure de la production

6. Les projections actuelles du FMI situent la croissance africaine à 4,6 % en 2026, légèrement supérieure à celle de la Chine, ce qui ne s'est pas produit depuis plusieurs décennies.[1]Au moins dix économies africaines, dont le Rwanda, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie en Afrique de l'Est, devraient connaître une croissance de 6 % ou plus. Toutefois, la croissance démographique rapide implique que les gains par habitant sont bien inférieurs à la croissance du PIB global, et que des améliorations durables de la productivité et du niveau de vie prendront beaucoup plus de temps.

7. L'Afrique de l'Est connaît une croissance plus rapide que le reste du continent, à environ 5,8 % en 2026 contre 4,0 % pour l'Afrique dans son ensemble, selon les estimations de l'UNDESA.[2]Il ne faut toutefois pas y voir une convergence. À l'échelle continentale, le resserrement partiel des écarts de revenus observé dans les années 2010 a cédé la place à une croissance plus rapide des économies à revenu élevé depuis la pandémie. En

[1]Projections du FMI pour 2026; voir également le Financial Times du 20 octobre 2026, qui fait état de la comparaison avec la Chine et de l'ampleur modeste des gains par habitant.

[2]Les prévisions du ministère des Affaires étrangères de l'ONU pour septembre 2026 étaient nettement plus prudentes que celles du FMI pour octobre 2026. L'optimisme accru du FMI s'explique par les preuves de plus en plus nombreuses que les effets de la crise du Golfe n'ont pas encore atteint les économies de la région dans la mesure initialement redoutée.

Afrique de l'Est, la divergence prédomine depuis 2010, si bien que la région connaît une croissance rapide sans pour autant croître de manière uniforme.

8. Les trajectoires de croissance depuis 2015, regroupées selon une classification utilisée par McKinsey (2019), présentent une répartition similaire. Le Rwanda et l'Éthiopie sont les économies à forte croissance les plus constantes, la République démocratique du Congo a accéléré sa croissance grâce aux ressources minières, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie ont connu une expansion solide et le Kenya une croissance plus modérée, tandis que le Burundi, les Comores, Madagascar et la Somalie restent sur une trajectoire de croissance plus faible.[3]Les données trimestrielles, disponibles pour seulement six pays, révèlent une faible synchronisation des cycles économiques nationaux. Cette divergence a des conséquences importantes sur les ambitions régionales : un cadre monétaire commun, par exemple, se complexifie lorsque les pays sont confrontés à des combinaisons différentes de croissance, d'inflation, de pressions budgétaires et d'ajustement des taux de change.

9. Les sources de croissance diffèrent autant que son rythme. L'Éthiopie s'appuie sur un vaste marché intérieur et un programme de réformes, le Kenya sur un secteur des services diversifié, la République démocratique du Congo sur les ressources minières, le Rwanda sur un modèle axé sur l'investissement et la construction, la République-Unie de Tanzanie sur une gestion macroéconomique relativement saine et l'Ouganda sur une économie pétrolière prometteuse. Parallèlement à ces opportunités, les conflits, les chocs climatiques, l'insécurité alimentaire et des marges de manœuvre budgétaires limitées persistent, notamment dans la Corne de l'Afrique (Djibouti, Érythrée, Éthiopie et Somalie).

10. L'expansion se fait en dehors du secteur agricole. Au premier semestre 2026, les services ont représenté près des deux tiers de la production supplémentaire au Kenya et entre 37 et 39 % au Rwanda et en Ouganda, tandis que l'agriculture n'y a contribué qu'à hauteur de 13 à 17 %, un décalage frappant pour un secteur qui emploie plus de la moitié de la population active dans une grande partie de la région.[4]L'industrie a été le principal contributeur au Rwanda, à hauteur de 39 %, grâce principalement à la construction et à certains secteurs de la fabrication.

11. On observe également des signes de pression fiscale croissante. Les impôts ont contribué à hauteur de 20,6 % à la croissance du PIB en Ouganda au premier semestre 2026, contre 12 % au Rwanda et 7,4 % au Kenya. Cette contribution aux comptes nationaux ne reflète pas la pression fiscale, mais elle est cohérente avec une forte volonté d'accroître les recettes. Le cadre budgétaire ougandais pour l'exercice 2026/27 prévoit des recettes intérieures revues à la hausse, passant de 35 700 milliards à 45 600 milliards d'UGX. L'administration fiscale ougandaise a identifié 22 domaines à risque de non-conformité qui feront l'objet d'un examen approfondi fondé sur les données. Pourtant, le FMI continue de qualifier les taux d'imposition légaux de élevés, l'assiette fiscale étroite et les recettes inférieures à celles des pays comparables et au potentiel estimé.[5]La question politique est donc moins celle d'un renforcement des mesures d'application que celle d'un élargissement de la base d'application, d'une réduction des exemptions et d'une limitation des coûts de mise en conformité pour les entreprises productives.

12. Les économies insulaires diffèrent structurellement de celles du continent et sont abordées dans l'encadré 1.

[3]Il convient d'interpréter ces chiffres avec prudence. Si les Seychelles semblent proches de la moyenne régionale pour 2021-2025, c'est uniquement grâce à un fort rebond en 2022, année du retour des touristes. Quant aux statistiques du PIB de la Somalie, elles sont en grande partie imputées et ne reflètent pas la forte croissance des centres urbains comme Mogadiscio.

[4]Selon les estimations modélisées par l'OIT pour 2025, l'emploi agricole représenterait environ 46 % au Kenya, 60 % en Éthiopie, 59 % en République démocratique du Congo et 55 % en Érythrée ; la Communauté d'Afrique de l'Est décrit l'agriculture comme le principal employeur de la région.

[5]Ouganda, Ministère des Finances, Discours sur le budget pour l'exercice 2026/27 ; et Fonds monétaire international (FMI), 2026, Ouganda : Consultation au titre de l'article IV de 2026, Rapport du personnel.

Case 1

**Économies insulaires d'Afrique de l'Est : exposition commune, résultats divergents**

Les Comores, Madagascar et les Seychelles partagent une forte exposition aux importations de carburant, de produits alimentaires et de fret, aux aléas climatiques et à des marchés intérieurs restreints ; pourtant, leurs trajectoires ont divergé de manière marquée. Une étude du FMI de 2026 attribue la meilleure performance à long terme des Seychelles à la qualité de leurs institutions, à leur capital humain, à leur ouverture commerciale et à leur politique macroéconomique, tandis que les Comores et Madagascar ont enregistré des progrès bien moindres en matière de revenu réel par habitant. Ce contraste incite à la prudence quant à l'adoption d'un modèle unique pour les « petites économies insulaires ».

Les Comores ont enregistré en 2025 leur plus forte croissance depuis plusieurs années, avec une croissance réelle de 3,8 %, une inflation de 3,3 % et une dette publique représentant 27,7 % du PIB. Cette croissance a été soutenue par la consommation, les services et les investissements publics, dans l'attente des Jeux des îles de l'océan Indien de 2027. Les transferts de fonds sont essentiels au bien-être des ménages, mais peuvent aussi freiner la création d'emplois locaux et exposer la consommation aux aléas climatiques. La réforme des prix des carburants demeure politiquement délicate, car une compression prolongée des prix peut engendrer d'importantes pertes quasi budgétaires. Madagascar dispose d'une base de production plus vaste et plus diversifiée, mais sa croissance des revenus à long terme est faible et le pays est fortement exposé aux cyclones, à la sécheresse et aux contraintes infrastructurelles. Les politiques récentes mettent l'accent sur la réhabilitation des réseaux d'électricité et d'eau, l'augmentation de la part des énergies renouvelables et les investissements dans l'irrigation, la restauration des bassins versants et l'agriculture climato-intelligente. Il ne s'agit pas de simples interventions sectorielles, car l'instabilité de l'approvisionnement en électricité et les aléas climatiques répétés pénalisent les entreprises, les finances publiques et les moyens de subsistance en milieu rural. Les Seychelles affichent des revenus bien plus élevés et des indicateurs sociaux plus solides, mais leur petite économie ouverte demeure instable : la production s'est contractée de 0,5 % au deuxième trimestre 2026, le conflit du Golfe ayant réduit le nombre de visiteurs, malgré une inflation restée faible. L'expérience des Seychelles illustre à la fois les avantages du capital humain et d'institutions performantes, et la nécessité persistante de disposer de réserves budgétaires, de marchés touristiques diversifiés, d'infrastructures résilientes et de protéger le patrimoine marin.

*Source:* ECA, d'après le Bulletin statistique du Bureau national des statistiques des Seychelles, 30 septembre 2026 ; et FMI, 2026, Explication de la divergence des revenus dans l'océan Indien occidental : données provenant de Maurice, des Seychelles, de Madagascar et des Comores, Document de travail 2026/165.

## II. Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire

13. La contribution modeste de l'agriculture à la croissance récente ne diminue en rien son importance économique, car le secteur demeure essentiel à l'emploi, à l'approvisionnement alimentaire, aux exportations et aux revenus ruraux. La sécheresse, l'irrégularité des précipitations et les inondations menacent les récoltes, mais influent également sur l'inflation, les importations alimentaires, les dépenses publiques, la balance commerciale et la réduction de la pauvreté. L'adaptation au changement climatique est donc une priorité économique et sociale fondamentale pour l'Afrique de l'Est, et non une simple préoccupation environnementale périphérique.

14. La production agricole réagit différemment aux aléas climatiques et aux chocs locaux dans toute la région. Le Kenya et l'Ouganda ont récemment enregistré une croissance agricole en sens inverse, et les données trimestrielles montrent de faibles corrélations entre la plupart des pays pour lesquels elles existent. Ces asymétries renforcent l'argument en faveur d'un commerce régional des produits alimentaires plus libre : lorsqu'une sécheresse réduit la production dans un pays tandis qu'elle s'améliore dans un autre, des marchés transfrontaliers prévisibles peuvent atténuer la volatilité des prix et réduire la dépendance aux importations en provenance de l'extérieur du continent.[6]

15. Le déficit alimentaire global de l'Afrique est modeste comparé à celui de plusieurs grands importateurs mondiaux, et un calcul agrégé pour l'Afrique de l'Est pourrait même faire apparaître un excédent.[7]L'exposition est néanmoins inégale. Le nord et l'ouest de l'Éthiopie pourraient connaître des conditions plus sèches sous l'effet d'El Niño, tandis que des précipitations supérieures à la normale dans le sud de l'Éthiopie et le nord-est du Kenya favorisent la disponibilité en eau, mais accroissent le risque d'inondations, de dégâts aux cultures et de maladies. Les conséquences économiques dépendent des systèmes de production locaux et de la capacité des systèmes d'alerte précoce à déclencher des mesures opportunes et financées.

[6]CEA, 2024, Améliorer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Est grâce à un commerce intra-régional accru : un examen des enjeux, Kigali.

[7]Le résultat dépend de la définition du commerce alimentaire : inclut-il les cultures de rente comme le café et le thé (codes SITC 0, 1, 22 et 4) ou se limite-t-il aux produits alimentaires de base, à l'exclusion des boissons et du tabac (codes 0, 22 et 4) ? Cette distinction est importante, d'autant plus que les exportations de café et de thé sont en forte hausse.

16. Le coût humain est visible dans le nombre croissant de personnes en situation d'insécurité alimentaire, les conditions les plus graves se situant au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo. L'inflation élevée ou croissante des prix alimentaires affecte les ménages dans un nombre beaucoup plus important de pays. Les prix du maïs illustrent cette divergence : en six mois, jusqu'en août 2026, ils ont quasiment doublé au Soudan du Sud et augmenté d'environ 49 % en Éthiopie, tandis qu'ils ont baissé au Kenya et de 36 % en République-Unie de Tanzanie (tableau 1). L'inflation alimentaire s'est fortement accélérée au Rwanda en 2026, et le Rwanda et l'Ouganda ont tous deux enregistré des factures d'importation alimentaire mensuelles exceptionnellement élevées.

Tableau 1
**Prix moyens du maïs, août 2026, et évolution sur six mois**

| Pays | Prix moyen du maïs, août 2026 | Évolution sur six mois (en pourcentage) |
|---|---|---|
| Soudan du Sud | 1 469 | +99,1 |
| Ethiopie | 442 | +49,4 |
| Ouganda | 417 | +10,5 |
| Rwanda | 398 | -4,2 |
| Kenya | 402 | -6,8 |
| République-Unie de Tanzanie | 217 | -36,1 |

*Source: AGRA, 2026.*

17. Le changement climatique affecte donc la macroéconomie par le biais de l'agriculture. Les importations alimentaires mensuelles ont fortement augmenté en 2025, et certains pays, dont la République-Unie de Tanzanie, ont réagi avec prudence en constituant des stocks alimentaires. Une réponse plus globale permettrait de lever les obstacles au commerce alimentaire intrarégional et de considérer la sécurité alimentaire comme un bien commun régional.

## III. Ajustement macroéconomique et capacité budgétaire

### UN. Inflation, politique monétaire et taux de change

18. L'inflation, qui s'était atténuée après la forte hausse de 2022-2023, a de nouveau connu une forte divergence en 2026. En septembre, l'inflation globale s'établissait à 6,8 % au Kenya, 4,6 % en Ouganda, 4,3 % en République-Unie de Tanzanie et 1,2 % aux Seychelles, tandis qu'elle atteignait 15,1 % en Éthiopie et 17,2 % au Rwanda. Au Burundi, à 7,4 %, elle avait reculé par rapport aux 45,5 % enregistrés mi-2025. Au Rwanda et en Éthiopie, la reprise des pressions inflationnistes est principalement due à la hausse du prix des carburants, même si les prix des produits alimentaires ont également augmenté. Ces résultats reflètent différentes combinaisons de chocs sur les prix alimentaires, de pressions sur le taux de change et du coût des carburants et engrais importés. En Somalie, un nouvel indice national des prix couvrant les États membres fédéraux et le Somaliland fait état d'une inflation annuelle de 6,9 % jusqu'en août 2026 et confirme que les pressions sur les prix ne sont pas uniformes spatialement, le Jubaland figurant parmi les régions les plus touchées.[8]

19. Les chocs énergétiques et ceux liés aux engrais se répercutent à des rythmes différents : le carburant fait rapidement grimper les coûts de transport et de distribution, tandis que les engrais affectent les semis et les récoltes avec un certain décalage. Les autorités doivent donc distinguer les effets immédiats de la hausse des prix à l'importation de l'inflation plus générale, en combinant politique monétaire, transparence des prix des carburants, soutien ciblé et mesures visant à améliorer l'approvisionnement alimentaire.

20. Depuis début 2024, les politiques monétaires ont divergé en conséquence. Le Kenya a abaissé son taux directeur de 13,0 % à 8,75 %, tandis que le Rwanda l'a relevé de 7,5 % à 8,75 % et l'Éthiopie de 15 % à 16 %. Le Burundi a réduit son taux de 12 % à 10 %, et la République-Unie de Tanzanie l'a légèrement ajusté, le faisant passer de 6,0 % à 6,25 %. L'Ouganda a durci sa politique monétaire le 14 octobre 2026, relevant son taux directeur de 225 points de base, de 9,75 % à 12 %, soit la plus forte hausse enregistrée depuis 2011. Cette décision faisait suite à une recrudescence des pressions sur la monnaie et les prix des carburants, l'inflation globale atteignant 4,6

[8] Bureau national des statistiques de Somalie, Indice des prix à la consommation, août 2026.

% en septembre. La banque centrale prévoit une inflation moyenne de 7 % à 7,5 % au cours des douze prochains mois.[9]

21. Les taux de change ont également connu des fluctuations importantes et inégales. Le Burundi a unifié son taux de change officiel en mai 2023 et, en décembre 2023, le franc BIF s'était déprécié de 38,5 % par rapport au dollar américain par rapport à l'année précédente, pour atteindre environ 2 850 BIF. L'ajustement en Éthiopie a été plus spectaculaire : le birr est passé d'environ 57 ETB pour un dollar mi-2024 à environ 111 ETB peu après la libéralisation de juillet 2024, et a continué de se déprécier au-delà de 150 ETB en 2025. La dépréciation la plus marquée récemment concerne le shilling ougandais, qui est passé d'environ 3 605 UGX pour un dollar en mars 2026 à environ 4 100 UGX début octobre, soit une dépréciation de 11,2 % par rapport à fin 2025 mi-octobre. Le Kenya offre un contraste saisissant : le shilling devrait se maintenir entre 129 et 130 KSh tout au long de l'année 2026, tandis que les réserves officielles passeront de 12,39 milliards de dollars US (soit 5,3 mois de couverture des importations) fin 2025 à 14,69 milliards de dollars US (5,9 mois) au 15 octobre 2026, contre 15,25 milliards de dollars US le 10 septembre. Cette marge de manœuvre renforce la crédibilité de la gestion à court terme, mais sa pérennité repose davantage sur les recettes d'exportation, les transferts de fonds, les entrées de capitaux et le service de la dette extérieure que sur la seule intervention.

### B. marge de manœuvre budgétaire et recettesmobilisation

22. Les gouvernements se sont généralement efforcés de maintenir leurs plans d'investissement afin de soutenir les objectifs nationaux de développement, et certains ont fixé des objectifs explicites de financement intérieur, comme 68 % au Rwanda et 75 % en République-Unie de Tanzanie. Les augmentations budgétaires nominales pour 2026/27 (tableau 2) surestiment néanmoins l'accroissement des marges de manœuvre budgétaires. L'inflation, le service de la dette, les arriérés et la réduction de l'aide extérieure continuent de peser sur les dépenses de développement, ce qui rend l'analyse de la composition, du financement et de l'exécution des budgets plus instructive que leurs montants globaux. En Ouganda, par exemple, le service de la dette devrait absorber près de 40 % du budget, soit le poste de dépense le plus important.

Tableau 2
**Budgets gouvernementaux, 2026/27**

| Pays | Budget 2026/27 (nominal) | Variation par rapport au budget 2025/26 (en pourcentage) |
|---|---|---|
| Ethiopie | 2,34 billions d'ETB | +21,3 |
| Kenya | 37,4 milliards de dollars américains | +13,0 |
| Rwanda | 5,3 milliards de dollars américains | +12,1 |
| République-Unie de Tanzanie | 24 milliards de dollars américains | +10,0 |
| Ouganda | 22,5 milliards de dollars américains | +3,4 |

*Source : ECA, d'après les documents budgétaires nationaux et les articles de presse, 2026.*

23. Les priorités de dépenses sont axées sur les infrastructures de transport et d'énergie, les services sociaux, l'agriculture et la sécurité alimentaire, ainsi que le développement industriel, notamment en Ouganda où les infrastructures pétrolières et gazières occupent une place prépondérante. L'Éthiopie a alloué 187,3 milliards de birrs, soit 15,1 % de son budget, aux transferts aux gouvernements régionaux, tandis que le Kenya n'a instauré aucune nouvelle taxe. Le Rwanda consacre la part la plus importante de son budget à la transformation économique, et la République-Unie de Tanzanie met l'accent sur l'autonomie, les infrastructures rurales et les réformes des finances publiques.

24. En deux décennies, le ratio moyen impôts/PIB de la région s'est rapproché de la moyenne africaine, malgré des progrès inégaux et une forte dépendance des systèmes fiscaux à la taxe sur la valeur ajoutée et à d'autres taxes.Les impôts sur les biens et services sont limités. L'imposition directe et foncière reste modeste dans une grande partie de la sous-région, ce qui explique que les programmes de développement ambitieux soient financés par des recettes fiscales restreintes et souvent instables. La Somalie illustre de façon extrême les limites que peut atteindre la marge de manœuvre budgétaire : en 2025, la consommation finale des administrations publiques ne représentait que 8,8 % du PIB, contre 123,2 % pour la consommation des ménages et 74,7 % pour les importations, tandis que la formation brute de capital fixe est passée de 15,9 % du PIB en 2020 à 22,4 %. Si ce déséquilibre n'est

[9]Banque d'Ouganda, Déclaration de politique monétaire, 14 octobre 2026.

pas corrigé, il risque de limiter la capacité de l'expansion économique à se traduire concrètement par des améliorations des infrastructures, des services et, plus largement, par un développement global.

### C. Trajectoires d'endettement divergentes

25. Les pressions liées à la dette se manifestent de manière très différente dans la région, comme le montre une comparaison entre le Kenya et le Burundi. Ces deux pays sont sortis de la pandémie avec une dette publique brute proche de 68 % du PIB. Le ratio du Kenya a ensuite atteint 73,4 % en 2023 et est estimé à 72,9 % en 2026, tandis que celui du Burundi a diminué, passant de 68,5 % à environ 40,4 %.

26. La rapidité de la baisse au Burundi met en évidence un effet de dénominateur : une forte inflation a fait grimper le PIB nominal et abaisser le ratio mesuré, sans pour autant procéder à une consolidation budgétaire significative. Les recherches du FMI indiquent que la consolidation peut aider les économies à revenu élevé à retrouver une trajectoire d'endettement soutenable, mais qu'elle est quasiment inefficace dans les économies à faible revenu, où la croissance et l'inflation ont historiquement été les principaux facteurs de réduction des ratios d'endettement. Une baisse de ce ratio améliore donc l'indicateur global sans pour autant témoigner d'une capacité budgétaire accrue, et elle ne réduit ni le principal dû, ni les paiements d'intérêts, ni les devises étrangères nécessaires au service de la dette extérieure.[10]

27. En revanche, le ratio élevé et persistant du Kenya expose le budget aux coûts d'intérêts et aux pressions de refinancement, et réduit les fonds alloués aux services publics et aux projets de développement. Le Trésor national prévoit que le service de la dette s'élèvera à2,30 billions de KSh au cours de l'année se terminant en juin 2027, soit 79,8 % des recettes ordinaires, contre 72,4 % l'année précédente ; autrement dit, près de quatre shillings sur cinq de recettes ordinaires.[11]Le Trésor a réagi en procédant à des opérations de gestion du passif sur le marché intérieur, en échangeant des obligations à court terme contre des instruments à plus long terme.

## IV. Commerce, balances extérieures et investissements

28. Le commerce a été l'un des principaux moteurs de la performance régionale, six pays enregistrant une croissance à deux chiffres de leurs exportations en 2025. Cette performance s'explique en grande partie par la hausse des cours internationaux du café et de l'or, qui a stimulé les recettes en 2025 et au premier semestre 2026. Le Burundi a enregistré une progression particulièrement marquée, partant d'un niveau initial faible. L'Ouganda, l'Éthiopie, la République-Unie de Tanzanie et la République démocratique du Congo ont également bénéficié de cette croissance, tandis que celle du Kenya a été plus modérée. Au premier semestre 2026, la République-Unie de Tanzanie et l'Ouganda ont exporté davantage que le Kenya en valeur.

29. Les gains tirés des exportations de matières premières ont été partiellement compensés par les importations. Les produits alimentaires, les carburants etLes engrais sont devenus plus chers, et plusieurs grands projets d'investissement à forte intensité d'importations entraînent une hausse des achats de biens d'équipement et d'intrants à l'étranger.

30. Les échanges intra-africains ont connu une expansion impressionnante. Les exportations de la CAE vers les marchés africains ont plus que doublé entre le deuxième trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2026, atteignant 7,2 milliards de dollars américains, et la part africaine dans le total des exportations de la CAE s'est élevée à 27,5 %. Cette tendance ne correspond toutefois pas à celle des blocs régionaux traditionnels, puisque les échanges de la CAE avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) au deuxième trimestre 2026 étaient nettement supérieurs aux échanges intra-CAE.[12]Cela suggère que les entreprises saisissent de plus en plus d'opportunités au-delà des frontières institutionnelles existantes.

31. Face à cette situation, le caractère commun de la politique commerciale de la CAE est fragilisé par les dérogations nationales au Tarif extérieur commun. À la mi-2026, la Gazette de la CAE recensait 384 exemptions spécifiques à certains pays (tableau 3). Nombre d'entre elles peuvent s'inscrire dans une logique de politique industrielle, par exemple la réduction des droits de douane sur les intrants et les biens d'équipement pour

[10]La réévaluation du PIB éthiopien a entraîné une baisse comparable du ratio d'endettement ; voir Ministère de la Stratégie nationale, novembre 2026, Rapport de haut niveau : Réévaluation du PIB de l'exercice financier 2017.

[11]Constant Munda, Les remboursements de dettes absorbent 80 % des recettes fiscales, Business Daily, 10 octobre 2026.

[12]Cette tendance s'explique en grande partie par les exportations de minéraux congolais vers l'Afrique australe, qui représentaient 3,2 milliards de dollars américains en 2025. En tant que membre à la fois de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la Communauté de développement de l'Afrique australe, la République-Unie de Tanzanie est également un exportateur important vers le sud, avec 1,16 milliard de dollars américains en 2025 (UNCTADstat).

mener à bien d'importants projets d'infrastructure. Le problème ne réside pas dans l'utilisation des droits de douane à des fins de politique industrielle en tant que telle. Il réside plutôt dans le fait que les mêmes produits font l'objet d'un traitement de plus en plus différencié selon les États partenaires, de sorte que le tarif reflète davantage des priorités nationales distinctes qu'une véritable politique commerciale régionale commune.

Tableau 3
**Exonérations récentes au tarif extérieur commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est**

| État partenaire | Nombre de mesures |
|---|---|
| Kenya | 163 |
| Ouganda | 126 |
| République-Unie de Tanzanie | 50 |
| Rwanda | 32 |
| Burundi | 13 |
| **Total** | 384 |

*Source : Gazette de la CAE, vol. AT 1, n° 16, 30 juin 2026.*

32. Les marchés continentaux offrent l'évolution positive la plus nette de l'année, et son maintien exige des tarifs cohérents, une baisse des barrières non tarifaires, un commerce d'électricité plus approfondi et des infrastructures transfrontalières planifiées comme un bien public régional.

33. Les investissements directs étrangers (IDE) dans la région restent dynamiques, mais leur concentration sectorielle est tout aussi importante que leur volume. Les investissements de création d'entreprises annoncés en Afrique entre 2021 et 2025 ont été dominés par l'énergie, l'approvisionnement en gaz et les industries extractives, loin devant la construction, les technologies de l'information et de la communication et la chimie. Les grands marchés (Éthiopie, Kenya) et les économies riches en ressources naturelles (République démocratique du Congo) ont traditionnellement été les principaux bénéficiaires, mais en pourcentage du PIB, les IDE sont récemment devenus relativement importants pour la Somalie, le Rwanda et l'Ouganda. Les projets pétroliers expliquent en grande partie le cas ougandais, tandis que le Rwanda a reçu près d'un milliard de dollars américains en 2025 (968 millions de dollars) et la Somalie 834 millions de dollars, principalement à Mogadiscio et dans ses environs, malgré la petite taille de son économie. Le Kenya est devenu le premier investisseur étranger d'Afrique en 2025, même si, avec 1,3 milliard de dollars, ses sorties de capitaux restent modestes à l'échelle mondiale.[13]et les statistiques nationales montrent que la plupart d'entre eux se rendent dans la région voisine.

34. Les données relatives à la rentabilité des entreprises, recueillies auprès de 136 sociétés figurant dans le classement African Business des 250 plus grandes entreprises, confirment cette tendance. Des rendements moyens d'environ 13 % par an sont exceptionnellement élevés, mais les profits se concentrent dans les secteurs à forte intensité capitalistique et à forte intensité d'actifs, à savoir les communications, les groupes diversifiés, la métallurgie et la sidérurgie, les transports et l'exploitation minière, l'hôtellerie constituant la principale exception. De nombreuses activités essentielles à la transformation structurelle, telles que l'agro-industrie, le textile, la chimie et l'automobile, affichent des rendements bien plus faibles. Ainsi, des investissements directs étrangers (IDE) importants et une rentabilité élevée coexistent avec un dynamisme limité dans les activités les plus étroitement liées à l'emploi, à la production nationale et aux systèmes alimentaires. L'enjeu principal réside moins dans l'ampleur des investissements que dans la concentration des capitaux et des profits.

## V. Perspectives et conclusions

35. Les perspectives pour l'Afrique de l'Est sont celles d'une croissance soutenue, accompagnée d'inégalités croissantes en matière de performances économiques. Les trajectoires de croissance nationale, l'inflation, les politiques monétaires, les situations budgétaires et l'exposition aux chocs alimentaires et énergétiques sont trop disparates pour permettre une interprétation unique, et les agrégats régionaux ne doivent pas masquer les situations de plus en plus différentes des économies individuelles.

36. Une autre préoccupation concerne la qualité et la composition de la croissance. Les services sont le principal moteur de l'expansion actuelle, et l'agriculture contribue peu à la production, bien qu'elle demeure la

[13]En 2025, les États-Unis étaient le plus grand investisseur à l'étranger (262,7 milliards de dollars US), suivis du Japon (186,1 milliards de dollars US) et de la Chine (174,4 milliards de dollars US), tandis que l'Afrique du Sud a enregistré un désinvestissement net de 4 milliards de dollars US.

principale source de revenus. Par ailleurs, les activités les plus rentables et les annonces d'investissement les plus importantes se concentrent dans les secteurs à forte intensité de capital. La croissance ne se répercute donc que faiblement sur l'emploi, la sécurité alimentaire et le bien-être des ménages.

37. Les pressions budgétaires ne sauraient se réduire à un simple appel à la consolidation. La comparaison entre le Kenya et le Burundi montre que les ratios d'endettement peuvent fluctuer fortement pour des raisons sans lien avec l'effort budgétaire, et que le service élevé de la dette, l'étroitesse des assiettes fiscales et les capacités limitées de l'État continuent de freiner les dépenses de développement. La question pertinente est de savoir quel est l'impact de cet ajustement sur la croissance, l'investissement public et la capacité de l'État à répondre aux pressions sociales et climatiques.

38. Les exportations vers les marchés continentaux ont connu une croissance rapide. L'importance de la cohérence des politiques commerciales demeure néanmoins cruciale, tant par la mise en œuvre intégrale et accélérée de la ZLECAf que par l'évitement d'exemptions spécifiques à certains pays au tarif extérieur commun, qui ont l'effet inverse en fragmentant le régime commercial régional.

39. L'Afrique de l'Est demeure l'une des régions du monde à la croissance la plus rapide, mais le principal constat de cette étude est que ses économies ne croissent pas de manière coordonnée. Les revenus et les trajectoires de croissance nationale divergent, les facteurs sectoriels de croissance diffèrent fortement et les cycles économiques sont mal synchronisés. L'inflation et les conditions monétaires, qui semblaient se normaliser, se sont également dissociées à nouveau, les chocs énergétiques, des transports et des prix alimentaires de 2026 ayant affecté les pays de manière très différente.

40. Ce même contraste se retrouve dans les indicateurs budgétaires, commerciaux et sociaux. Si la situation budgétaire s'améliore, le service de la dette, l'étroitesse des assiettes fiscales et le manque de marge de manœuvre politique continuent de freiner les dépenses de développement. Les exportations et le commerce intra-africain ont été dynamiques, les données officielles montrant que les exportations de la CAE vers le continent ont plus que doublé en deux ans. Pourtant, l'insécurité alimentaire persiste, les importations augmentent rapidement dans plusieurs économies et les progrès vers les Objectifs de développement durable restent extrêmement lents. Cette forte croissance globale ne se traduit pas encore suffisamment par une résilience accrue ni par un développement social généralisé.

41. L'évaluation de cette note est donc nuancée. La résilience de l'Afrique de l'Est est bien réelle, tout comme les opportunités offertes par la vigueur des exportations de matières premières, l'expansion des marchés africains et l'évolution des schémas d'investissement. Ces atouts coexistent avec des divergences, des contraintes budgétaires et une répartition des investissements et de la rentabilité qui favorise les secteurs à forte intensité capitalistique. La région doit non seulement préserver la croissance face à l'incertitude, mais aussi s'attaquer au fossé grandissant entre les solides performances globales et les progrès beaucoup plus inégaux en matière d'amélioration des conditions de vie, de sécurité alimentaire et de développement social.